



COMMISSION
DE LA FONCTION
PUBLIQUE



NOUS
SOMMES
LÀ
POUR
VOUS

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

**Réponses aux
demandes de renseignements généraux**

Avril 2016

**Commission
de la fonction
publique**

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

Demandes de renseignements généraux

Avril 2016

Études des crédits 2016-2017
Demande de renseignements généraux

TABLE DES MATIERES

1. Voyages hors Québec
2. Voyages en avion – Conseil des ministres et cabinets
3. Publicité, articles promotionnels et commandites
4. Conférences de presse, événements
5. Formation en communication
6. Formation en communication – Personnel politique
7. Contrats
8. Autorisation art. 17, Loi sur les contrats
9. Appels d'offres publics
10. Contrats cabinet
11. Consultants externes
12. Développement informatique >100 000 \$
13. Dépenses diverses
14. Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques
15.
 - a. Répartition du personnel par catégorie 35 ans et plus
 - b. Répartition du personnel par catégorie 35 ans et moins
 - c. Jours de maladie
 - d. Réserve de congés de maladie
 - e. Heures supplémentaires travaillées et répartition de la rémunération de ces heures
 - f. Jours de vacances pris par le personnel
 - g. Réserves de jours de vacances
 - h. Plaintes pour harcèlement psychologique
 - i. Personnel et répartition par catégorie d'emploi qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite
 - j. Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire
 - k. Effectifs complexité supérieure
 - l. Effectifs bénéficiant d'un traitement supérieur
 - m. Postes par catégorie d'emploi
 - n. Effectifs 5 prochains exercices
 - o. Nombre d'employés permanents et temporaires
 - p. Nombre de départs volontaires

16. a. Départ à la retraite
b. Remplacement selon PGRH
c. Départs à la retraite prévus
d. Retraités à forfait
17. Baux SQI
18. Coûts de déménagement cabinet
19. Liste du personnel de cabinet
20. Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire
21. Liste du personnel hors structure
22. Liste du personnel en disponibilité
23. Nombre d'occasionnels mis à pied
24. Personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes
25. Liste des abonnements
26. Achat de billets de saison, réservations de loges
27. Site Internet
28. Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs
29. Dépenses effectuées par ministère pour les visites ministérielles
30. Demandes d'accès à l'information
31. Liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire
32. Coûts de transition et de formation des entités administratives créées, fusionnées ou abolies
33. Liste des ententes et leur nature entre le MO et le gouvernement fédéral
34. Crédits périmés et reportés
35. Listes des revenus autonomes et tarification
36. Plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 15-16 et 16-17
37. Sommes reçues du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement
38. Primes au rendement et bonis
39. Primes de départs et montant pour bris contrat
40. Augmentations de salaire
41. Dirigeants rémunérés sans fonctions ou tâches assignées
42. Dirigeants déplacés de leur fonction
43. Liste des personnes et mandats des comités fournis par le Conseil exécutif
44. Entente de confidentialité
45. Coûts de reconduction des programmes existants

- 46.** Liste des situations où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt
- 47.** Nouvelles initiatives ou majoration à un programme existant
- 48.** Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord
- 49.** Ventilation du budget consacré au Plan Nord
- 50.** Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime
- 51.** Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime
- 52.** Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert
- 53.** Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles
- 54.** Liste des aides financières accordés en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord
- 55.** Portrait global et montant total de tous les contrats
- 56.** Dépenses totales en informatique
- 57.**
 - a. Masse salariale
 - b. Indemnités de retraite
- 58.** Taux d'absentéisme
- 59.** Bilan des actions après l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014
- 60.** Stratégie gouvernementale de développement durable
- 61.** Liste des rapports, études, avis, analyses, etc. produits par le ministère
- 62.** Nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association professionnelle

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 : les endroits et dates de départ et de retour; la copie des programmes et rapports de mission; les personnes rencontrées; le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; les détails de ces ententes; les résultats obtenus à ce jour; les investissements annoncés, le cas échéant ainsi que le nombre d'emplois estimé.					
UNITÉ ADMINISTRATIVE :					
ENDROIT	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	TITRE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT
			AUCUN VOYAGE HORS QUÉBEC		

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la CFP en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 2

Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et dirigeants d'organismes pour 2015-2016 : l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; les coûts ventilés; le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Aucun voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère n'a été effectué au Québec.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la CFP en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 3

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme : Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017; les noms des firmes de publicité retenues; la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; le but visé par chaque dépense; dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Aucune dépense en publicité.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la CFP en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 24**).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 ventilées par type d'événement; le but visé par chaque dépense; le nombre total et la liste d'événements ventilée par type d'événement.

Par un professionnel ou une firme externe : les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017 ventilées par type d'événement; le but visé par chaque dépense; le nom du professionnel ou de la firme de publicité; la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants); les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; le but visé par chaque dépense; le nombre total et liste d'événements ventilée par type d'événement.

Aucune dépense pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 5

Liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme : les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017; ventilées par type d'événement; le but recherché par chaque dépense; le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par un professionnel ou une firme externe : les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017; le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; le but visé par chaque dépense; le nombre total et liste des formations ventilées par catégorie.

ORGANISÉE PAR UNE FIRME EXTERNE

SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016	NOM DE LA FIRME DE PUBLICITÉ		NOM DU FOURNISSEUR	BUT
AUCUNE FORMATION				

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la CFP en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 6

Liste des dépenses en formation de communication : <u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés</u> : les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017; le but visé par chaque dépense, la nature de la formation, les personnes concernées				
ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME				
SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2015-2016	BUT	NATURE	PERSONNES CONCERNÉES	
Aucune dépense en formation de communication				

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de la CFP en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphes 22 et 23**).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
AFI expertise inc.	Formation Programme HTML – module 1 base	1 340,00 \$	Contrat négocié
Association sur l'accès et la protection de l'information (A.A.P.I.)	Formation en soutien à la prise de décision du responsable de l'accès	525,00 \$	Contrat négocié
Centre de formation patronale-syndicale	Formations Harcèlement psychologique	1 780,00 \$	Contrat négocié
Centre de services partagés du Québec	Abonnement annuel aux ententes d'achats de la direction générale des acquisitions	500,00 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de ressources humaines – Programme d'aide aux employés et opérations gouvernementales de dotation	4 566,92 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de stockage et d'entreposage	2 944,49 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services de télécommunication	14 404,12 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services financiers	3 465,00 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Services informatiques	2 875,00 \$	Entente gouvernementale
Centre de services partagés du Québec	Transport de courrier et de marchandises	4 072,94 \$	Entente gouvernementale
Communication Publi Griffe inc.	Conception et montage - Rapport annuel, rapports de vérification et Plan stratégique	18 115,00 \$	Contrat négocié
Communication Publi Griffe inc.	Mise à jour de la capsule vidéo du site internet de la Commission de la fonction publique	3 180,00 \$	Contrat négocié
Communication Publi Griffe inc.	Conception d'un bulletin électronique distribué à l'ensemble des DRH et des sous-ministres ou dirigeants d'organismes.	1 140,00 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
Compugen	Microsoft / Serveurs Windows, Microsoft / Serveurs SharePoint, licence pour nouvelle lame de serveur, Licence VMware vSphere 6, Licence vCenter Server 6, Logiciels	18 862,76 \$	Contrat négocié
Corporate Express Canada inc.	Achats de fournitures de bureaux et de cartouches d'encre	709,30 \$	Contrat négocié
Dallaire médical inc.	Défibrillateur Zoll AED PLUS	1 395,00 \$	Contrat négocié
Dumais, Hélène	Révision linguistique	1 780,00 \$	Contrat négocié
École nationale d'administration publique (ENAP)	Formation : Session d'accueil des tribunaux administratifs	968,15 \$	Contrat négocié
École nationale d'administration publique (ENAP)	Services-conseils sur la collecte de données, méthodologie, services de correction, rédaction et traduction	1 250,00 \$	Contrat négocié
École nationale d'administration publique (ENAP)	Administration d'un sondage dans le cadre d'une étude effectuée par la Commission	8 106,35 \$	Contrat négocié
École nationale d'administration publique (ENAP)	Documentation de l'octroi de niveaux de complexité pour des emplois professionnels au sein de trois administrations publiques.	3 840,00 \$	Contrat négocié
Ergokinox inc.	Ajustement d'un poste informatique et service d'ergonomie	980,80 \$	Contrat négocié
Euromart	Entretien - Salle des employés - cuisine	1 484,00 \$	Contrat négocié
Fournitures de bureau Denis	Cartouches d'encre pour imprimantes	3 545,88 \$	Contrat négocié
Fournitures de bureau Denis	Fournitures de bureau	1 839,11 \$	Contrat négocié
Fournitures de bureau Denis	Matériel informatique	1 414,71 \$	Contrat négocié
Gestar	Soutien annuel du logiciel de gestion documentaire eDocumentik	1 468,95 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.			
FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
Groupe EDTECH, Le	Développement informatique pour le système GDG (outil statistiques)	7 700,00 \$	Contrat négocié
Groupe EDTECH, Le	Analyse préliminaire des composantes et fonctionnalités du système GDG	510,00 \$	Contrat négocié
Guy Perron CPA inc.	Services professionnels – optimisation des processus de vérification	4 325,00 \$	Contrat négocié
Hypertec Systèmes inc.	Achat d'ordinateurs	1 060,50 \$	Entente gouvernementale
JFLarouche agence de publicité	Services informatiques (mises à jour du site Web)	935,00 \$	Contrat négocié
JFLarouche agence de publicité	Installation et configuration d'un composant de gestion d'envoi de bulletins électroniques	595,00 \$	Contrat négocié
Lemieux Nolet, comptables professionnels agréés S.E.N.C.R.L.	Validation des données du rapport annuel 2014-2015 de la CFP	5 600,00 \$	Contrat négocié
Lyreco	Fournitures de bureau	505,82 \$	Entente gouvernementale
Musée National des Beaux-Arts du Québec	Location de 2 œuvres d'art (pièce de collection)	1 625,00 \$	Contrat négocié
Novaxis Solutions inc.	Abonnement à Citation-Droit du travail	1 939,48 \$	Contrat négocié
Novexco inc.	Achat de papier	1 845,50 \$	Entente gouvernementale
Ricoh Canada inc.	Location et frais de services d'appareils d'impression	5 116,84 \$	Entente gouvernementale
S2K Technologies inc.	Maintenance et mise à jour du système GDG	678,08 \$	Contrat négocié
Shred-it	Destruction sécuritaire de documents	550,00 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
Sistek Data	Cartouches d'encre et d'impressions	734,00 \$	Entente gouvernementale
Société Conseil Lambda inc, La	Système d'information de gestion – rapport d'étude d'opportunité	10 928,03 \$	Contrat négocié
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Test sur la qualité de l'air	1 457,86 \$	Contrat négocié
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Loyer bureau de Montréal	5 350,62 \$	Entente gouvernementale
Société québécoise des infrastructures (SQI)	Loyer salle d'audience Montréal	7 394,40 \$	Entente gouvernementale
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Frais d'accès, abonnements à l'Express travail et l'Express civil	1 339,30 \$	Contrat négocié
Solutions M3	Chaise aircentric ergonomique	646,02 \$	Contrat négocié
Solutions Victrix inc., Les	Sécurité de l'information – tests d'intrusion	4 500,00 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella inc.	Matériel et accessoires informatiques	6 167,50 \$	Contrat négocié
Technologies Umbrella inc.	Licence service antipourriel Barracuda et licences Geo Trust QuickSSL Premium	1 218,00 \$	Contrat négocié
Teknion Roy & Breton inc.	Services d'ameublement et d'aménagement de bureau	4 362,20 \$	Contrat négocié
Teknov inc.	Services d'accompagnement et services-conseils du site Intranet	2 900,00 \$	Contrat négocié
Université de Sherbrooke	Formation en médiation	1 850,01 \$	Contrat négocié
Université Laval	Service de consultation statistique pour les rapports de vérification – échantillonnage statistique	690,00 \$	Contrat négocié
Wolters Kluwer Québec Ltée	Mises à jour de la Loi annotée sur l'Accès à l'information et la protection des renseignements	964,00 \$	Contrat négocié

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport du document final); le détail des travaux ou services effectués (but visé); la date d'octroi du contrat; le coût total, y compris les avenants et/ou les suppléments; l'échéancier; dans le cas d'un octroi de contrat par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	OBJET	MONTANT	MODE D'OCTROI
	personnels		

Note : Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <http://seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; le montant accordé; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

FOURNISSEUR	MONTANT ACCORDÉ	MOTIFS
Aucun contrat n'a fait l'objet de l'autorisation prévue à l'article 17 de la Loi.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : la liste des soumissions et le montant de chacune; la grille d'évaluation des soumissions; la justification du choix du soumissionnaire retenu; le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.							
Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
Aucun appel d'offres public							

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 10

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : les noms du professionnel ou de la firme; les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); le coût; l'échéancier; dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

FOURNISSEUR	MONTANT ACCORDÉ	MOTIFS
Voir réponse à la question 7		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère; le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; une description de son mandat; la date de début de son contrat; la date prévue de fin de son contrat; sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec au www.seao.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : le nom du projet; la nature du projet; l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; les plus récentes évaluations du coût du projet; les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère; - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants; indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Aucun projet

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 13

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: la photocopie; le mobilier de bureau; l'ameublement; la décoration et l'embellissement; le distributeur d'eau de source; le remboursement des frais de transport; le remboursement des frais d'hébergement; le remboursement des frais de repas; le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.	
OBJET	COÛT
Photocopie	5 189.86 \$
Mobilier de bureau	646,02 \$
Ameublement	4 326.20 \$
Décoration et embellissement	0,00 \$
Distributeur d'eau de source	0,00 \$
Remboursement des frais de transport	3 899.28 \$
Remboursement des frais d'hébergement	1 788.26 \$
Remboursement des frais de repas	2 971.52 \$
Remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0,00 \$
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement (ensemble des dépenses) :	
– Au Québec	10 298.85 \$
– Extérieur du Québec	0,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois) de chaque dépense reliée à la téléphonie : le nombre de téléphones cellulaires (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); le nombre de téléavertisseurs utilisés; les coûts d'acquisition des appareils; le coût d'utilisation des appareils; le coût des contrats téléphoniques; les noms des fournisseurs; le nombre de minutes utilisées; les ordinateurs portables; le nombre d'ordinateurs portables; les coûts des frais d'itinérance; les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Nombre de téléphones cellulaires :	5
Nombre de portables et tablettes électroniques :	11
Nombre de téléavertisseurs :	0
Coûts d'acquisition :	1 260,99 \$
Coûts d'utilisation :	12,51 \$
Nom des fournisseurs :	Rogers
Coût des contrats téléphoniques :	1 802,75 \$
Nombre de minutes utilisées :	10 720,60
Coût des frais d'itinérance	0,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15A
MINORITÉS VISIBLES 35 ANS ET PLUS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				35 ANS ET PLUS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Présidence et commissaires	0		0		0		1	3.03 %	0		0		0		0		1	3.03 %	3	9.09 %	1	3.03 %	3	9.09 %
Cadres	0		0		0		0		0		0		0		0		2	6.06 %	1	3.03 %	2	6.06 %	1	3.03 %
Professionnels	0		0		3	9.09 %	0		0		0		0		0		3	9.09 %	14	42.42 %	5	15.15 %	16	48.48 %
Techniciens	0		0		0		0		0		0		0		0		0		2	6.06 %	0		2	6.06 %
Personnel de bureau	0		0		0		1	3.03 %	0		0		0		0		0		2	6.06 %	0		3	9.09 %
Ouvriers	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Total	0		0		3	9.09 %	2	6.06 %	0		0		0		0		6	18.18 %	22	66,66 %	8	24.24 %	25	75.75 %
																					TOTAL 2015-2016 : 33			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15B
MINORITÉS VISIBLES 35 ANS ET MOINS

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES				MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES				ANGLOPHONES				AUTOCHTONES				35 ANS ET MOINS				NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI			
	MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ		MASCULIN		FÉMININ	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Présidente et commissaires	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		1	3.03 %	3	9.09 %
Cadres	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		2	6.06 %	1	3.03 %
Professionnels	0		0		0		0		0		0		0		0		2	6.06 %	2	6.06 %	5	15.15 %	16	48.48 %
Techniciens	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		2	6.06 %
Personnel de bureau	0		0		0		0		0		0		0		0		0		1	3.03 %	0		3	9.09 %
Ouvriers	0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0		0	
Total	0		0		0		0		0		0		0		0		2	6.06 %	3	9.09 %	8	24.24 %	25	75.75 %
																					TOTAL 2015-2016 : 33			

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15C- Jours de maladie

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :
le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

CADRES	PROFESSIONNELS	PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	AUTRES CATÉROGIES
23	203	105,5	15,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15D
RÉSERVE DE CONGÉS DE MALADIE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): **le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.**

Réserve de moins de 10 jours 24 personnes

Réserve entre 10 et 50 jours 6 personnes

Réserve entre 50 et 100 jours 4 personnes

Réserve de plus de 100 jours 4 personnes

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15E - Heures supplémentaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.).

PROFESSIONNELS 2015-2016				PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS 2015-2016			
PAYÉES		COMPENSÉES		PAYÉES		COMPENSÉES	
NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT	NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES	MONTANT
16	758,18 \$	118,90	4 873,39 \$	16	758,18 \$	125,90	5 162,49 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15F - Jours de vacances

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2015-2016 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres			19	22	18	18		5	5		1	7
Professionnels	23	5,5	33,5	75,5	152	23	27	18	59	43	26,5	19
Personnel de bureau et techniciens	9	6,5	10,5	18	27	9			8,5	3		0,5
Autres	15,5	1	15	6	7,5			14		4	2	0,5
TOTAL	47,5	13	78	121,5	204,5	50	27	37	72,5	50	29,5	27

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15G
RÉSERVE DE JOURS DE VACANCES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): **le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée.**

Réserve de moins de 10 jours 17 personnes

Réserve entre 10 et 50 jours 11 personnes

Réserve entre 50 et 100 jours 0 personne

Réserve de plus de 100 jours 0 personne

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15H
PLAINTES POUR HARCÈLEMENT PSYCHOLOGIQUE

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): **le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.**

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15I - Personnel double rémunération

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15J - Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2013-2014	2014-2015	2015-2016	
Président et commissaires	4	4	4	Québec
Cadres	3	3	3	Québec
Professionnels	23	20	21	Québec
Techniciens	3	4	2	Québec
Personnel de bureau	5	4	3	Québec
Total	38	35	33	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15K - Effectifs complexité supérieure

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.			
	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Experts	6	5	7
Émérites	1	0	0

¹ À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15L – Effectifs bénéficiant d'un traitement supérieur

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.			
	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ¹	2	2	2

¹ Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 15M
 POSTES PAR CATÉGORIE D'EMPLOI

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) : le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
	2013-2014	2014-2015	2015-2016	
Président et commissaires	4	4	4	Québec
Cadres	3	3	3	Québec
Professionnels	23	20	21	Québec
Techniciens	3	4	2	Québec
Personnel de bureau	5	4	3	Québec
Total	38	35	33	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15N
EFFECTIFS CINQ PROCHAINS EXERCICES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 150
EMPLOYÉS PERMANENTS ET TEMPORAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre d'employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15P
DÉPARTS VOLONTAIRES

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation): le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16A - Départs à la retraite

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.		
	2014-2015	2015-2016
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16B - Remplacement selon PGRH

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

Aucun remplacement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16C - Départs à la retraite prévus

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 (employés admissibles) et les indemnités de retraite qui seront versées.		
	2016-2017	2017-2018
Président et Commissaires	0	0
Cadres	0	0
Professionnels	1	2
Techniciens	0	0
Personnel de bureau	0	0

Le SCT ne détient pas l'information sur les indemnités de retraites qui seront versées

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16D - Retraités à forfait

Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	
Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats : 1	25 janvier 2016 au 30 novembre 2016 – 9 030,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux : l'emplacement de la location; la superficie totale pour chaque local loué; la superficie totale réellement occupée; la superficie inoccupée; le coût de location au mètre carré; le coût total de ladite location; le coût d'aménagement ou de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; la durée du bail; le propriétaire de l'espace loué; les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

Emplacement	Superficie du local loué	Coût total de ladite location	Coûts d'aménagement et/ou rénovation	Durée du bail	Propriétaire de l'espace loué
800, place D'Youville, Québec	1 185,17 m²	318 384,36 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI
800, place D'Youville, Québec (entreposage)	10,83 m²	1 479,05 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	27,28 m²	5 837,04 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI
1, rue Notre-Dame Est, Montréal (salle d'audience au palais de justice de Montréal)	n/d	7 394.40 \$	0 \$	1 an	Gestion de la SQI

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 27**).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : la ou les dates des travaux; les coûts; le nom de la firme ou des firmes ayant effectué les travaux.

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu : la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le titre de la fonction; l'adresse du port d'attache; le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; la prime de départ versée, le cas échéant; le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; la description de tâches; le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016; le nombre total d'employés au cabinet; la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016; le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 20

Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : le nom de l'organisme concerné ou de la personne; la circonscription électorale; le montant attribué; le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Sans objet.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : le nom de la personne; le poste occupé; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale et l'assignation actuelle; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun personnel hors structure.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : le poste initial; le salaire; le poste actuel, s'il y a lieu; la date de la mise en disponibilité; les prévisions pour 2015-2016.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); prévisions pour 2016-2017; par catégorie d'âge.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 24

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : le nom de la personne; le poste occupé et le nom de l'organisme; le salaire de base et les bonis, le cas échéant; l'assignation initiale; l'assignation actuelle; la date de l'assignation hors structure; la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Aucun personnel rémunéré affecté à d'autres organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA COMMISSION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, en 2015-2016 en précisant pour chaque abonnement : coût de chacun; le fournisseur; la nature du service.

FOURNISSEUR	NATURE DU SERVICE	MONTANT
Centre de services partagés du Québec	Tableau des modifications et index sommaire des Publications du Québec	70,00 \$
Éditions Wilson et Lafleur inc., Les	Jurisclasser Québec – Preuve et prescription, Part. du système judiciaire Québécois, Gestion moderne de la discipline : Tout ce que l'employeur doit savoir, Gestion pratique de l'absentéisme : Tout ce que l'employeur doit savoir (2 ^e éd.), Le corre-vol 7 : Alcool, drogues et dépendances au travail : Quels sont vos droits et obligations, Le paradoxe de l'expertise partisane, La résolution des litiges.	627,95 \$
Éditions Yvon Blais inc., Les	Mesures disciplinaires (2 ^e éd. 2014 MAJ 4), Abonnement – Revue d'arbitrage et de médiation (volume 6), Abonnement – Revue de mesures disciplinaires (2 ^e éd. 2015 MAJ 2), Accès à l'info : loi annotée (MAJ 30), Charte Canadienne des droits et libertés (mise à jour no. 22), Mesures disciplinaires (2 ^e éd. 2015 MAJ 3), Accès à l'info : loi annotée (MAJ 32), Accès à l'information : loi annotée (MAJ #31).	1 006,65 \$
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Banque de données et accès Azimut, Jurisprudence Express en droit du travail, Jurisprudence Express en droit civil.	1 339,30 \$
Solutions Novaxis inc.	Abonnement – Diffusion et entretien de Cit@tion – Droit du travail en ligne (Vixit) 2015-04-01 au 2016-03-31	1 939,48 \$
Wolters Kluwer (CCH)	Accès à l'information et protection des renseignements personnels – mise à jour no. 31 septembre 2015, mise à jour no. 32 décembre 2015.	964,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA COMMISSION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère, ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

FOURNISSEUR	NATURE DU SERVICE	MONTANT
Sans objet.		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : le nom du site Web; le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; les coûts de construction du site; les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); la fréquence moyenne de mise à jour; le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Unités centrales						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Commission de la fonction publique du Québec www.cfp.gouv.qc.ca	JF Larouche Agence de publicité	12 595 \$	2015-2016 : 2 210,00 \$	Hélène Sarrasin	Le site de la Commission est mis à jour de façon continue.	Le site a été refait en 2013-2014. Coûts : 12 595 \$ Critères : Refonte

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA COMMISSION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 28

Nominations, depuis le 1er avril 2015, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: la liste; le nom de la personne, les mandats de chacune de ces personnes; les contrats octroyés pour chaque mandat; le résultat du travail effectué; les échéances prévues; les sommes impliquées.

FOURNISSEUR	OBJET	COÛT
Voir réponse à la question 7		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29

Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.

Aucune dépense effectuée pour 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 30

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 : les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; le nombre total de demandes reçues; le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 de la Commission.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 31

La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 : le coût (déplacements, etc.); le nombre de ressources affectées; le nombre de rencontres; le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre.

Veuillez référer aux réponses des questions 1 et 2.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 32

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 33

La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 34

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 35

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2015-2016 de la Commission.

La Commission de la fonction publique n'a aucun service tarifé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 36

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 37

Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme reçue en 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 38

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

		Montant déboursé en 2015-2016
Total		27 915 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 39

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.

Aucune prime de départ versée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 40

Pour chaque ministère et organisme, dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 41

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 42

Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; fournir la liste des salaires versés à chaque personne; boni ou prime relié au déplacement de la fonction.

Aucun cadre, dirigeant de la fonction publique incluant les sous-ministres n'a été déplacé.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 43

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité formé.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 44

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'études des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 45

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 46

Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe de cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 47

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 48

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 49

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 50

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 51

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 52

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 53

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 55

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : le nombre d'autorisations; le nom du professionnel ou de la firme touché(e); le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; le montant accordé; le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; les motifs de la demande; tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Les montants initial et final des contrats sont disponibles sur le Système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec au www.seao.ca.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 56A

56 A. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 : la dépense totale (opération et capital); les grands dossiers en cours; le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Services internes

Encadrement	0,00 \$
Continuité	25 100,00 \$
Projets	0,00 \$

Services externes

Encadrement	0,00 \$
Continuité	76 900,00 \$
Projets	0,00 \$

Rémunération du personnel

Encadrement	46 400,00 \$
Continuité	25 100,00 \$
Projets	0,00 \$

Acquisition et location de biens

Encadrement	0,00 \$
Continuité	43 100,00 \$
Projets	0,00 \$

Total des ressources informationnelles	216 600,00 \$
Moins crédits d'immobilisations	10 500,00 \$

Total dépenses capitalisables	206 100,00 \$
Plus dépenses d'amortissement	9 600,00 \$

Grand total des dépenses figurant aux résultats 215 700,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 56B

56.B Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 : les grands dossiers en cours.

Les informations sont disponibles sur le site internet www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 56D

56D. Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 : la dépense totale (opération et capital); les grands dossiers en cours; le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 57A

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités-conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 57B

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités-conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : les indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Aucune indemnité de retraite n'a été versée.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 58

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

Voir les réponses 15C et 15F.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 59

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. Fournir les prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 60

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 de la Commission.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 61

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun : le sujet; la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; les coûts reliés à sa réalisation; le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 62A

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant: la dépense totale relative au paiement des cotisations; la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

La dépense totale relative au paiement des cotisations est de 7 631,24 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 62B

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant: la dépense totale relative au paiement des cotisations; la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Barreau du Québec

Conférence des juges administratifs du Québec